

L'ARTISANAT

Transition énergétique et économie circulaire: pourquoi l'artisanat est indispensable à un avenir durable **4**

Santé et dignité: quand les chantiers exploitent les travailleuses et travailleurs issu-es de la migration **6**

Sellerie et tapisserie: comment une entreprise artisanale traditionnelle a pu survivre **8**

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur
moneta.ch

2 2026



L'ARTISANAT

- 4 Urgent: recherche de mains en or
- 6 Santé et dignité: un vrai chantier
- 8 De la chaise longue Le Corbusier aux cartables d'école
- 10 Immortel, l'artisanat?
- 12 Du bureau à l'atelier?

EXCLUSIVEMENT SUR MONETA.CH

Où sont les femmes?

moneta.ch/artisanes

De la cordonnerie

moneta.ch/coordonnerie

LES PAGES DE LA BAS

- 14 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

- 24 Johan Leutwiler: de feu et d'acier

Vers une revalorisation essentielle



Le nombre d'artisans et d'artisan·es dégringole en Suisse depuis plusieurs décennies. Cela peut s'expliquer par l'automatisation croissante, mais aussi par la délocalisation d'activités manuelles ailleurs sur la planète, où les salaires sont bas. Presque plus aucun t-shirt n'est cousu dans notre pays, très peu d'armoires y sont fabriquées. Et, quand c'est le cas, il faut en général débours beaucoup, beaucoup plus d'argent que ce à quoi nous sommes désormais habitué·e·s. Si des multinationales nous proposent un t-shirt à 5 francs et une armoire à 150 francs, pourquoi payer 10 fois plus – ou davantage – pour un objet confectionné en Suisse? Voilà qui nous paraît insensé, mais c'est précisément dans cette pensée que réside le cœur du problème, à savoir la dévalorisation du travail artisanal.

Les produits bon marché nous sont si familiers que, souvent, nous ignorons la somme de travail que nécessite la fabrication d'un vêtement ou d'un meuble. Et, surtout, la plupart d'entre nous n'a ni la volonté ni les moyens de payer assez pour qu'une couturière ou un menuisier, en Suisse, puisse vivre décemment. De nombreux objets fabriqués dans notre pays sont devenus un luxe inabordable pour beaucoup de gens. Par conséquent, une myriade de métiers artisanaux traditionnels ont disparu ou se sont vus relégués à un marché de niche.

Cette constatation ne vaut toutefois pas pour les secteurs du bâtiment et des installations, comme nous l'explique Simon Rindlisbacher dans les pages suivantes. Les travaux sur les bâtiments, les routes et les infrastructures énergétiques ne peuvent pas être délocalisés vers des pays où la main-d'œuvre coûte moins cher. De surcroît, la transition énergétique les rend plus indispensables que jamais. On observe pourtant, là aussi, une dévalorisation: dans beaucoup de métiers du premier et du second œuvre, du bâtiment et des installations, les salaires restent plutôt bas, les conditions de travail difficiles, les horaires stricts et la pression forte. Rien d'étonnant à ce qu'on y manque encore plus de main-d'œuvre qualifiée que dans d'autres secteurs. Or, si la Suisse veut réussir sa transition énergétique et mettre ainsi le cap vers un avenir durable, elle doit revaloriser ces métiers. Par exemple, en proposant des salaires plus élevés et des horaires de travail plus flexibles, afin d'attirer davantage de jeunes et de faciliter la vie de famille.

Peut-être assistons-nous aujourd'hui à une inversion de tendance: les emplois intellectuels, qui ont progressivement supplanté les métiers artisanaux pour devenir la principale catégorie professionnelle, sont nombreux à trembler devant l'intelligence artificielle. Celle-ci menace en revanche moins les métiers manuels. Nous ignorons encore s'ils intéresseront davantage de jeunes. La seule certitude est que le travail artisanal demeurera indispensable et qu'il est temps d'en reconnaître la valeur.

Katharina Wehrli
corédactrice en cheffe de moneta

moneta

Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la lettre d'information de moneta: moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter



moneta #2-2026

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît trois fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw) et Simon Rindlisbacher (sr)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf), Diane Zinsel (dz), Scarlett Palmeri (sp), Dominique Roten (dr), Katrin Wohlwend (kwo), Julia Barriga (jb)

Rédaction en ligne Scarlett Palmeri

Traduction Sylvain Pichon

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Winterthur

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8500 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Si vous êtes client·e de la BAS et si vous déménagez, veuillez nous communiquer votre nouvelle adresse via le système e-banking ou par téléphone.

Magazine en ligne: retrouvez les articles phares de moneta sur moneta.ch.

La population aimerait davantage de prairies fleuries et de papillons



Photo: © pro natura / Hanna Schreiber

Les lézards et autres petits animaux apprécient les endroits ensoleillés et chauds dans un jardin naturel.

En Suisse, sept personnes sur dix considèrent qu'avoir davantage d'espaces verts naturels dans les localités rend leur cadre de vie plus agréable. Voilà ce qui ressort d'un sondage représentatif, réalisé par l'institut de recherche gfs-zurich pour le compte de Pro Natura. Parmi la population urbaine, ce sont même 76 pour cent des personnes interrogées – dont une forte proportion de jeunes (entre 18 à 39 ans) – qui ont émis cet avis. On entend, par « espaces naturels », des zones plantées d'espèces indigènes et exemptes de pesticides. Autrement dit, les gens aimeraient voir davantage de prairies fleuries ainsi que d'habitats pour papillons et hérissons. Les trois quarts des sondé-e-s apprécient les parcelles non fauchées dans leur environnement; cette part atteint 80 pour cent en Suisse romande. Nul besoin donc de craindre le regard réprobateur de votre voisinage si vous décidez de laisser grandir vos prairies fleuries, glisse en substance Pro Natura dans son communiqué.

Comment les personnes interrogées entretiennent-elles leur propre jardin? Parmi celles qui en possèdent un, 86 pour cent estiment s'en occuper de manière plutôt, voire très naturelle. Cette proportion descend à 55 pour cent pour les gens qui disposent d'un balcon. Une nette majorité (67 pour cent) des personnes interrogées pense que les espaces verts de leur environnement sont naturels. Des enquêtes comparables ont toutefois montré que cette impression pourrait pêcher par optimisme, précise l'organisation de protection de la nature. Elle avait déjà énoncé ce constat dans le cadre du vote sur l'initiative pour la biodiversité en septembre 2024. Cette dernière visait à renforcer la biodiversité et, par conséquent, à réserver des surfaces suffisantes pour préserver la nature et le paysage. Elle a été rejetée par 63 pour cent des voix. L'analyse Vox qui a suivi révélait que la majorité de la population estimait que l'urgence du problème n'était pas prise assez au sérieux. L'orientation politique a fortement influencé le résultat du scrutin: alors que les sympathisant-e-s de la coalition rouge-verte ont majoritairement voté «oui», l'électorat de centre droit a préféré le «non». Seule une personne sur cinq a dit «oui» dans le Parti du Centre, et une sur deux chez les Verts libéraux. (Stefan Boss)



moneta est un magazine publié par la Banque Alternative Suisse (BAS) et préparé par une rédaction indépendante. Les articles de moneta ne reflètent pas forcément la position de la BAS, sauf dans les «pages de la BAS» ou dans les commentaires spécifiquement désignés comme tels.

Kaiserhaus (1): pour des achats durables

Dans le Kaiserhaus, au cœur de Berne, 60 marques expérimentent le commerce de détail de demain: il sera durable et circulaire. «Of Goods» est le nom du grand magasin-atelier que ces marques partagent dans l'immeuble de style Belle Époque, soigneusement rénové. Le rez-de-chaussée abrite un marché bigarré où l'on trouve de tout, des aliments aux vêtements, en passant par des appareils électroniques, des articles de décoration ou encore des meubles neufs ou d'occasion. Tout cela est proposé par de jeunes entreprises ou par des firmes établies. Le point commun entre ces objets? Ils ont été fabriqués de manière responsable, par exemple dans l'atelier installé au premier étage. Dans celui-ci, on ne se contente pas de créer du neuf: on entretient, répare et valorise aussi les objets. Tout le monde est invité à observer les artisanes et artisans à l'œuvre. Et celles et ceux qui veulent se retroucher les manches peuvent acquérir les compétences nécessaires lors d'une activité organisée sur place. Derrière «Of Goods» se trouvent l'association Circular LAB et Kaiserhaus Handelz SA. Toutes les marques présentes dans le bâtiment sont actionnaires de la société. (sr)

– ofgoods.ch (en allemand et anglais)

Kaiserhaus (2): pour comprendre l'argent

Au Kaiserhaus rénové, on peut faire encore plus qu'acheter de manière responsable: l'exposition «Moneyverse» met en lumière le travail de la Banque nationale suisse (BNS) et creuse le sujet de l'argent. Muni-e d'un audioguide, on aborde ces deux thèmes sous quatre angles différents: historique, économique, social et personnel. On trouve ainsi des réponses à des questions telles que: Comment l'argent est-il apparu? Pourquoi la Suisse est-elle riche? Que fait la BNS? L'exposition, financée par la BNS, a été réalisée en collaboration avec le Musée historique de Berne. (sr)

– moneyverse.ch (en allemand)

Des transports plus efficaces et équitables

L'initiative «pour des bons de mobilité» a commencé à récolter des signatures fin avril. Elle vise l'égalité de traitement entre les transports ferroviaire et aérien. Elle propose aussi des conditions-cadres équitables pour une mobilité respectueuse de l'environnement, et cela au moyen de bons de mobilité: toute personne habitant en Suisse recevrait chaque année un bon utilisable dans les transports publics, d'une valeur d'une centaine de francs. En outre, l'initiative prévoit de consacrer chaque année jusqu'à 500 millions de francs au développement de liaisons ferroviaires vers différents pays européens. Ces deux mesures seront financées par une taxe équitable sur les billets d'avion et les jets privés, soit au moins 30 francs pour un billet sur un vol régulier et au moins 500 francs pour un vol en jet. Le montant précis dépendra de la distance parcourue et de la classe réservée. L'initiative, lancée par «actif-trafiC», est soutenue par un large cercle d'associations et de partis, dont l'ATE, le WWF, Greenpeace, les Vert-e-s et le PS. (sr)

– bondemobilite.ch

Urgent : cherche mains en or

Les artisanes et artisans sont de moins en moins nombreuses et nombreux en Suisse. Beaucoup de métiers manuels ont disparu au cours de ces dernières décennies ou souffrent d'un déficit d'image. Ils s'avèrent pourtant indispensables à la transition énergétique, à l'économie circulaire et – par conséquent – à l'avenir de la Suisse.

Texte: Simon Rindlisbacher

« Où sont passées les mains en or ? », s'exclamait Margrit Stamm dans une chronique publiée il y a deux ans. La professeure en sciences de l'éducation attirait alors l'attention sur une réalité toujours actuelle : les artisanes et artisans se raréfient en Suisse. D'après l'Office fédéral de la statistique, les métiers de l'artisanat et les professions apparentées occupent aujourd'hui à peine 10 pour cent des 4,8 millions de personnes actives. Leur part dépassait les 25 pour cent en 1970. Le nombre d'artisanes et artisans a nettement diminué en chiffres absolus aussi. Les métiers intellectuels et scientifiques sont devenus les principales catégories professionnelles.

Les mains en or se servent donc désormais d'un ordinateur plutôt que d'un marteau et d'une scie. La raison ? L'artisanat souffre d'un déficit d'image, à en croire Margrit Stamm. Elle attribue cela, entre autres, à l'académisation de la politique de formation – plus précisément au fait que le diplôme universitaire soit présenté comme la voie royale. De nos jours, « plus un métier exige de la force et du travail manuel, plus son statut est bas », ajoute-t-elle. Des études montrent que les professions manuelles sont perçues négativement parce qu'on les juge épuisantes et peu rémunératrices.



Indispensables pour la transition énergétique...

Si les mains en or se font rares, c'est aussi le cas des métiers artisanaux. Une étude du bureau de recherche Interface, réalisée en 2011, parvenait à la conclusion qu'un quart de l'artisanat traditionnel était fortement menacé. Dans cette étude, 307 métiers artisanaux exercés avant 1950 – d'où leur qualificatif de « traditionnels » – avaient été recensés sur mandat de l'Office fédéral de la culture. L'étude voyait la menace dans l'automatisation croissante des processus de production ainsi que dans l'accélération des flux de marchandises et de communication autour de la planète. Caractérisé par la fabrication manuelle sur mesure, la durabilité, la réparabilité et l'ancrage local, l'artisanat traditionnel a alors inévitablement perdu en importance.

En revanche, des métiers tels que monteuse ou monteur électricien-ne, peintre ou contremaître apparaissaient comme non menacés. Cela s'explique aisément : ces professions ne consistent pas en la fabrication, mais en l'installation et l'entretien. Leurs tâches sont donc plus complexes à automatiser et, surtout, difficiles à délocaliser vers des pays à bas salaires. Ces métiers resteront essentiels tant qu'il faudra construire et entretenir des bâtiments, des routes et des voies ferrées. La transition énergétique vient encore stimuler la demande : installation de pompes à chaleur et de panneaux solaires, rénovation thermique des bâtiments et adaptation des infrastructures au climat exigent le recours à des compétences sur le terrain. Or, ces secteurs font face à une pénurie d'artisan-e-s, ainsi que l'ont révélé des enquêtes du groupe Adecco et de l'Université de Zurich.

Pour que la transition énergétique ne s'enraie pas à cause de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la Confédération a lancé en 2022 – en collaboration avec différentes associations professionnelles – l'« Offensive de formation dans le secteur du bâtiment ». Une opération qui ambitionne d'attirer davantage de jeunes talents, de faciliter la reconversion professionnelle et de fidéliser la main-d'œuvre spécialisée. De nouveaux métiers ont vu le jour dans le cadre de cette campagne, par exemple celui d'installatrice/installateur solaire CFC. Ou celui de monteuse/monteur de réseaux de canalisations CFC, en cours de développement, comme l'indique le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). L'initiative vise à remédier au manque de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, en gaz et en chauffage urbain.

... et pour l'économie circulaire

L'offensive de formation et les diverses campagnes ont permis de sensibiliser un tant soit peu le public à l'importance des métiers manuels dans la transition énergétique. On tend néanmoins à oublier leur rôle tout aussi déterminant dans l'économie circulaire.

L'économie circulaire figure en tant qu'objectif dans la stratégie nationale pour le développement durable. Et pour cause : « Quelque 50 pour cent de l'impact environnemental total, sur toute la planète, sont consécutifs à la consommation de matériaux », souffle Tobias Stucki, codirecteur de l'Institut Sustainable Business de la Haute école spécialisée bernoise. L'économie circulaire contribue précisément à réduire cette consommation ainsi que les émissions qui en découlent. « Une économie circulaire viable requiert des produits durables et réparables. Or, pour concevoir, fabriquer, réparer et recycler ces produits, on a besoin de l'artisanat. »

Il est ici question avant tout de l'artisanat de production, c'est-à-dire de ces métiers dont – selon l'étude Interface de 2011 – bon

nombre risquent de disparaître, du moins en ce qui concerne l'artisanat traditionnel. L'étude constatait que de tels métiers pourraient jouer un rôle pionnier dans la mise en place et l'ancrage de formes d'économie durables. D'une part, parce qu'ils permettent de fabriquer ce que Tobias Stucki qualifie de « condition à l'économie circulaire » : des objets durables et réparables. D'autre part, parce que les artisan-e-s travaillent près des consommatrices finales et consommateurs finaux, ce qui nécessite moins de transports énergivores. Enfin, la confection artisanale sur mesure et en petites séries évite la surproduction, devenue courante dans la fabrication industrielle de masse.

La Suisse, prédestinée

Comme pour la transition énergétique, l'artisanat se trouve au cœur de la mise en œuvre de l'économie circulaire. Les artisanes et artisans de notre pays disposent des bases nécessaires à cette fin. Tobias Stucki de préciser : « Grâce au système de formation dual, nous avons développé une main-d'œuvre artisanale avec les connaissances, les compétences et la créativité requises. » La Suisse serait donc prédestinée à l'économie circulaire. Toutefois, seules 10 pour cent des entreprises l'ont concrétisée à ce jour, ainsi que l'indique le rapport d'étape sur l'économie circulaire suisse de 2024. Quel obstacle les entreprises citent-elles le plus souvent juste avant les coûts d'investissement ? Le manque de main-d'œuvre qualifiée ! Contrairement aux métiers indispensables à la transition énergétique, il n'existe pas encore de campagnes de communication destinée à pallier la pénurie d'artisan-e-s qualifié-e-s dans l'économie circulaire.

Valoriser les mains en or

Cela dit, les choses bougent dans la formation. Le SEFRI a mis sur pied, en 2021, le programme « Développement durable dans la formation professionnelle et continue ». Il prévoit un enseignement systématique de compétences en matière de durabilité dans la formation, tous secteurs confondus. Selon Nicoletta Gullin Halter, chargée de la formation professionnelle initiale au SEFRI, de nombreux domaines d'activité songent à intégrer la gestion responsable des ressources naturelles et de l'environnement dans les profils de métier. Voilà qui devrait également contribuer à remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Mme Gullin Halter rappelle que « des recherches récentes montrent que les aspects liés à la durabilité jouent un rôle déterminant dans le choix d'un métier. Outre de bonnes conditions de travail et des possibilités d'évolution, ils font aujourd'hui partie des facteurs qui rendent une profession attrayante. »

On a donc urgemment besoin d'artisanes et d'artisans si l'on veut que la transition durable devienne réalité dans un délai raisonnable en Suisse, grâce à la transition énergétique et à l'économie circulaire. Ces personnes apportent non seulement la force de travail requise sur les chantiers et dans les ateliers, mais aussi – et surtout – les compétences nécessaires, leur expérience et leur créativité. Leur accorde-t-on pour autant la reconnaissance méritée ? Le doute est permis. Une rémunération plus élevée et une meilleure estime sociale pourraient grandement revaloriser ces métiers. Margrit Stamm propose une autre voie : abandonner, dans le domaine de l'éducation, la vision étroite du « plus haut possible ». Il faudrait évaluer les gens en fonction de leurs réalisations et non de leur titre, « afin que, même sales, les mains en or puissent être considérées à leur juste valeur ». •

Santé et dignité : un vrai chantier

Les chantiers helvétiques emploient avant tout des personnes issues de la migration. Depuis l'abrogation de l'ancien statut de saisonnière ou saisonnier, celles-ci ne devraient plus subir de discrimination ni d'exploitation. Pourtant, travailler dans des conditions dignes demeure un combat permanent, et les cas de traite d'êtres humains existent. Texte: Esther Banz

Un soir, alors que le soleil se couchait au terme d'une douce journée de printemps, un homme était recroquevillé sur un banc près de la fontaine de notre quartier. Il travaillait sur le chantier d'une maison proche, mais n'avait nulle part où loger. Il a demandé à manger et une couverture. Avec un sac de couchage, du pain et du fromage sous le bras, il s'en est allé en direction de la forêt.

Un procès se tenait presque simultanément au tribunal de district de Zurich : un entrepreneur helvétique était accusé d'avoir attiré en Suisse des plâtriers originaires de la Roumanie et de la Hongrie, avec la promesse d'un salaire décent. Or, selon le journal syndical «Work», il ne leur versait en réalité qu'entre 80 centimes et 9 francs par heure. Le ministère public, qui avait mis l'entrepreneur sur écoute, a cité lors du procès certains de ses propos, par exemple : «Il faut prendre ceux qui ne sont jamais venus ici, puis les remplacer au bout d'un an, car ils deviennent arrogants.» L'entrepreneur qualifiait de «racaille» les artisan-e-s qu'il avait fait venir et estimait normal de les traiter en esclaves. Le tribunal a condamné en 2023 cet homme à dix ans de prison et à des amendes pour traite d'êtres humains. Ce cas flagrant d'exploitation – le premier d'une telle ampleur dans le secteur du bâtiment à être jugé en Suisse alémanique – a porté le problème à la connaissance du public. Rien d'étonnant à ce que les victimes venaient de l'étranger : une fois attirés par de fausses promesses dans un pays dont ils ne parlent pas la langue, dont ils ignorent les lois et où ils ne connaissent presque personne, les ouvriers se trouvaient à la merci de leur employeur.

Enfants interdits

Ce sont majoritairement des artisanes et artisans issus de la migration qui travaillent sur les chantiers helvétiques. La plupart des «bosseurs» viennent du Portugal, d'Italie, d'Espagne, des Balkans, d'Allemagne et de France. La branche de la construction dépend de cette main-d'œuvre, raison pour laquelle elle s'est dressée contre l'initiative xénophobe de l'UDC («Pas de Suisse à 10 millions», dont le vote a lieu après la clôture de la rédaction), qui priverait de leurs droits les travailleuses migrantes et travailleurs migrants. L'adoption de cette initiative ferait revenir au régime d'avant 2002, quand la main-d'œuvre étrangère était systématiquement exploitée.

Jusqu'alors, la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE) de 1934 régissait, sous le statut de saisonnier, les conditions de travail dans les métiers à bas salaire. Plâtriers¹, maçons et métallurgistes ont construit universités, bâtiments administratifs, immeubles d'habitation, pistes d'atterrissage et voies ferrées. Les paveurs et constructeurs de routes ont façonné les surfaces sur lesquelles nous nous déplaçons chaque jour, mais on les traitait tels des citoyens de seconde zone. On s'en servait comme main-d'œuvre bon marché tout en les empêchant de fonder ici une famille. Les enfants des saisonnières et saisonniers n'avaient pas le droit de vivre avec leurs parents et étaient confiés à des familles d'accueil à l'étranger. Ces personnes n'étaient qu'une masse corvéable utile à l'économie.

Les victimes craignent la police

La libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE a mis fin à ce système raciste. Il est devenu plus facile et plus sûr pour une étrangère ou un étranger de travailler en Suisse. Le pays dépend plus que jamais de cet apport, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de personnel en général constituant un véritable problème. La transition énergétique stimule les activités de rénovation des bâtiments et infrastructures, les artisan-e-s de la génération du baby-boom atteignent l'âge de la retraite, et de nombreux métiers manquent de relève. Les salaires helvétiques sont plus élevés que dans les pays voisins, ce qui attire la main-d'œuvre, mais fait aussi naître un risque de dumping salarial. Bien que la convention collective de travail (CCT) veille au grain, des mesures d'accompagnement et des contrôles demeurent nécessaires, y compris en matière de logement. Et l'on constate de grandes différences cantonales : alors que le Tessin et Genève se distinguent positivement, selon l'Union syndicale suisse (USS), les entreprises sont beaucoup trop rarement contrôlées dans des cantons comme Zoug, le Valais, Berne, Soleure et Thurgovie.

Le cas du trafiquant d'êtres humains condamné en 2023 était flagrant, mais assurément pas isolé. Bruna Campanello est responsable du secteur du second œuvre au syndicat Unia, qui regroupe des métiers artisanaux comme la plâtrerie, la pose de sols, la peinture et la menuiserie. Elle parle au pluriel quand elle évoque la traite d'humains sur des chantiers ou les travailleuses et travailleurs exploités illégalement. On ignore le nombre de cas non signalés. Elle insiste sur l'urgence de mettre cette situation en pleine lumière, faute de quoi des cas resteront non détectés. On sait qu'il existe une réticence des victimes d'abus à porter plainte, surtout si elles sont migrantes. La raison se révèle aussi simple qu'effrayante : «La police les fait souvent passer de victimes à coupables.» Bruna Campanello connaît des cas où la police non seulement a refusé d'enregistrer la plainte, mais encore a causé des ennuis aux personnes plaignantes.

¹ Dans ce paragraphe, le masculin est utilisé afin de faciliter la lecture.

La syndicaliste note que le conseiller fédéral Beat Jans aurait pris conscience du problème; elle espère que la table ronde qu'il a initiée portera ses fruits.

Trop de pression

Malgré tous leurs efforts, les syndicats font face à de plus en plus de situations délicates. Selon l'USS, la probabilité de devenir invalide a augmenté pour la première fois en vingt ans. Les corps de métier du bâtiment sont particulièrement touchés.

Le stress en particulier pèse de tout son poids, et la cause s'explique facilement, selon Bruna Campanello: «Les projets de construction ne visent en général que le rendement.» Elle entend fréquemment de jeunes ouvrières ou ouvriers dire: «Je suis très content-e de l'apprentissage que j'ai suivi, de mon métier, mais la pression me submerge.» La charge physique aussi est énorme: «Dans le secteur principal de la construction, le recours aux grues devient de plus en plus rare. Il arrive donc que des gens doivent transporter des panneaux à la main jusqu'au quinzième étage», soupire Mme Campanello. Sans oublier que sur les chantiers, les conditions d'hygiène sont souvent indignes et que la sécurité au travail passe au second plan face à la pression du temps. Le nombre de maladies psychiques a également augmenté: «Nous pensons que cela est lié au stress. Les artisanes et artisans ne parviennent plus à faire leur travail avec autant de soin qu'elles et ils le pourraient et le voudraient.»

Quand les maîtres d'ouvrage, chargé-e-s de la planification, chef-fe-s de chantier et autres parties prenantes collaborent efficacement, le travail des personnes du second œuvre s'allège, poursuit Mme Campanello. Une bonne planification et une bonne communication s'avèrent aussi rentables d'un point de vue économique. Unia a créé la plateforme d'information Optibau.info en collaboration avec la SUVA et les associations patronales du second œuvre. Elle propose

également, dans le cadre d'un autre projet commun, le système d'information Alliance construction (SIAC), qui montre quelles entreprises respectent la CCT et lesquelles ne s'y conforment pas.

La relève ne tombe pas du ciel

Un problème fondamental persiste toutefois: les projets de construction visent souvent un but lucratif. Plus ils sont grands, plus il y a de sous-traitantes et sous-sous-traitants qui aimeraient leur part du gâteau. Chaque maillon de la chaîne veut en profiter, ce qui met la pression sur les prix. «Les travailleuses et travailleurs en font les frais; personne ne se soucie de leur salaire ni de leurs conditions de travail», déplore Bruna Campanello. On trouve tout de même des récits positifs. Par exemple, l'introduction de la retraite anticipée flexible dans la technique du bâtiment, que connaissent depuis longtemps les couvreuses ou couvreurs et le second œuvre en Suisse romande. En outre, l'association suisse qui chapeaute les métiers de la plâtrerie et de la peinture a adopté des modèles de travail à temps partiel. De manière générale, certaines associations s'efforcent de rendre leur secteur d'activité plus attractif pour les jeunes, constate Mme Campanello: «Dans leur propre intérêt, car elles dépendent de la relève.» Ainsi que des artisanes et artisans venant de l'étranger.

Faute d'une meilleure solution, l'homme qui était assis près de la fontaine, dans notre quartier, a pu garder le sac de couchage: le centre d'hébergement d'urgence Iglu pour personnes migrantes à la recherche d'un emploi, géré par l'œuvre sociale du Pasteur Sieber pendant la saison froide, était déjà fermé en ce jour de printemps. •





De la chaise longue Le Corbusier aux cartables d'école

L'atelier de rembourrage et de sellerie Hoher, à Zurich, a vu le jour en 1868. Ursula Hoher représente la quatrième génération à le diriger. Visite d'un lieu au temps suspendu qui survit malgré tout.

Texte: Stefan Boss

L'atelier de tapisserie et de sellerie Hoher se trouve dans une discrète rue transversale du quartier du Seefeld, à Zurich. C'est une pièce tout en longueur avec des tables de travail, des chaises et des canapés qui ont bien vécu. Les murs sont recouverts de dizaines d'outils, parfois un peu mystérieux. Ursula Hoher, vêtue d'un chemisier blanc et d'un foulard coloré, est en train de restaurer une chaise longue ancienne. Elle confectionne une housse avec une imposante machine à coudre grise, équipée d'une aiguille double pouvant traverser le cuir.

« Cette machine de la marque allemande Adler m'a coûté, à l'époque, la moitié du prix d'une voiture de milieu de gamme », se souvient Ursula Hoher. Les modèles actuels proviennent de Chine et valent entre 5000 et 6000 francs. Dans son atelier, outre les trois ma-

chines professionnelles, tout l'outillage paraît plus grand qu'à la maison : les ciseaux ont d'énormes poignées, la tête des épingles fait la taille d'un petit pois, le coussin à épingles pourrait orner un canapé. Fixé au mur, un levier de la taille d'un verrou de porte permet d'augmenter la tension électrique jusqu'à 500 volts. Cette relique d'un autre temps a été mise hors service, glisse la maîtresse des lieux en souriant.

Première femme de la lignée

Ursula Hoher a accompli un apprentissage de décoratrice d'intérieur, puis a passé sa maîtrise et suivi des cours du soir afin d'acquérir des compétences commerciales. Après avoir achevé sa formation dans une autre entreprise, la jeune Ursula a cousu, coupé et raccommodé dans la boutique de son père, qu'elle a finalement reprise voilà une trentaine d'années. Elle est la quatrième Hoher et la première femme de la lignée à la tête de l'affaire familiale. Cela n'a pas gêné son père. Il l'a assistée quelques années, ce dont elle lui est reconnaissante. Pendant sa formation, se souvient-elle, il y avait environ vingt hommes pour quatre femmes. La proportion est exactement inversée aujourd'hui. Quant à savoir si les apprenti-e-s finiront par trouver un emploi, c'est une autre histoire.

Son arrière-grand-père, venu d'Allemagne jusqu'à Zurich, a ouvert l'atelier Hoher en 1868. Deux décennies après la fondation de la Suisse moderne, l'artisanat y occupait une place importante, mais l'essor des usines et la production de masse lui portaient déjà ombrage. L'Union suisse des arts et métiers, créée en 1879, donne une voix à l'artisanat et au petit commerce aux côtés des ouvriers, des entrepreneuses et des agriculteurs dans le rapport de force politique. L'industrie avait déjà oblitéré vers la fin du 19^e siècle certains métiers artisanaux comme la savonnerie, la fabrication de peignes et la forge de clous, peut-on lire dans le Dictionnaire historique de la Suisse. D'autres métiers se sont orientés vers la réparation. La tapisserie et la sellerie en font partie.

Pas seulement pour les riches

La restauration de chaises et autres meubles anciens occupe une grande part de l'activité d'Ursula Hoher. Ici, elle insère des ressorts métalliques de la taille d'un index, afin de redonner de la tension à l'assise d'une vieille chaise ; là, elle coud un nouveau revêtement en cuir pour une chaise longue d'après les plans du Corbusier. Elle affirme que son métier n'a pratiquement pas changé au cours des 150 dernières années et qu'elle travaille avec des outils tombés dans l'oubli. Elle pointe des emporte-pièces qui permettent de découper des formes dans le cuir, ou encore des tendeurs de bande dont la mission est de maintenir en place et stabiliser le rembourrage des assises et des dossiers. Les aiguilles à double pointe servent, elles, à coudre le rembourrage et à y fixer les boutons.

La clientèle est-elle majoritairement aisée ? « Je vois aussi venir des gens qui ont peu d'argent et souhaitent, par exemple, restaurer un vieil objet de famille », éclaire Ursula Hoher. Elle ne s'ennuie jamais : « Certaines personnes me racontent la moitié de leur vie. »

Sacs et cartables très appréciés

Ursula Hoher ne voulait pas se contenter d'exercer un simple « métier de raccommodage ». Quand son fils est allé à la crèche, elle lui a cousu un sac à goûter. Elle lui a ensuite confectionné des cartables colorés pour l'école. Aujourd'hui, elle en vend jusqu'à 150 chaque année. Ces petits trésors, qui existent aussi avec un rabat

en peau de vache pour un effet rétro, coûtent un peu moins de 200 francs et rencontrent toujours plus de succès. Notamment parce que les enfants peuvent glisser une carte postale au dos et en changer ainsi le motif au gré de leurs envies. Pour compléter sa création, Ursula Hoher propose également les cartes grand format à insérer, ornées de guépards et de lions.

Elle profite de fabriquer ces cartables, qu'elle commercialise sous la marque Rintin, quand elle n'a pas d'autres commandes. Elle boucle chaque fois une série de 80 pièces. « Il serait trop compliqué de réajuster sans cesse les machines pour chaque étape. »

Bancs pour l'EPA et sacs à dos pour l'armée

Son grand-père fabriquait encore des bâtons de ski en bois de noisetier, avec des rosettes en cuir à la base. Les skis pouvaient être munis d'une peau, comme pour la randonnée hivernale aujourd'hui, mais il s'agissait alors réellement de peau de phoque. L'aïeul tapissait aussi des chaises et des canapés. Il confiait les travaux de base du cuir à des artisans ou artisans à domicile, de la ville de Zurich jusqu'au Toggenburg. Plus tard, l'armée a assuré au père d'Ursula Hoher un important volume de commandes : il confectionnait pour la Grande muette des sacs à dos avec des sangles en cuir. Ces sacs sont désormais entièrement composés de matières synthétiques. Le père a même recouvert de cuir les bancs des restaurants de feu la chaîne de supermarchés EPA.

Ces travaux de qualité avaient leur prix, mais les meubles duraient beaucoup plus longtemps que les produits bon marché actuels. C'est qu'« il y a cuir et cuir », fait observer Ursula Hoher en désignant une chaise qui attend d'être recouverte. La couche supérieure d'une peau d'animal constitue la meilleure, les couches inférieures étant de moins bonne qualité. « On ne se rend pas tout de suite compte de la qualité du cuir sur une chaise neuve. » Celle-ci se révèle au fil des ans, par exemple quand le matériau se fissure.

La hausse des loyers pose problème

Comment Ursula Hoher arrive-t-elle à faire perdurer son métier ? « L'âge d'or de l'artisanat, tel que l'a connu mon grand-père, est révolu », répond-elle. Bien qu'elle soit parvenue à subvenir à ses besoins et à ceux de son fils pendant trente ans, elle ne s'est pas enrichie. La hausse des loyers du Seefeld, à Zurich constitue un gros problème : situé quasiment aux portes de la « Côte d'Or », sur la rive droite du lac de Zurich, le quartier s'est gentrifié ces dernières décennies.

Ursula Hoher part du principe qu'elle ne trouvera personne pour lui succéder quand elle prendra sa retraite, dans quelques années. Difficile aussi de vendre son commerce, mais au moins les coûteuses machines à coudre sont-elles amorties. « Le pas-de-porte n'a ici presque aucune valeur. Même fidèles, les clientes et clients ne reviennent que tous les quinze ans environ », explique-t-elle. Précisément, le téléphone sonne et quelqu'un qui lui avait confié un travail il y a plus de dix ans déjà souhaite revenir.

Ursula Hoher choisirait-elle encore ce métier maintenant ? « Mon travail me passionne toujours autant. » Contempler chaque soir ce que l'on a accompli donne une sensation agréable. D'un autre côté, Mme Hoher comprend très bien que son fils aspire à un autre métier : il suit des études d'économie. On ne verra donc probablement pas de cinquième génération dans l'atelier de tapisserie et de sellerie. Mais qui sait ? Peut-être que, comme elle le suggère, « des jours meilleurs reviendront » pour ce métier. •

Immortel, l'artisanat ?

L'artisanat a-t-il un avenir en or ? L'histoire de sa place sociale est en tout cas bien mouvementée. Petite sociologie du travail manuel. Texte: Roland Fischer



Dans son livre « Ce que sait la main. La culture de l'artisanat », le sociologue Richard Sennett a une lecture surprenante de l'Encyclopédie de Diderot. Ce grand recueil du siècle des Lumières, publié en trente-cinq volumes et sur trente ans, avait l'ambition de consigner et rendre accessible l'ensemble des connaissances de l'époque. Richard Sennett assimile plutôt cet ouvrage à une « Bible de l'artisanat » ; ses éditeurs l'avaient d'ailleurs intitulé « Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers ».

Pour recueillir le savoir-faire des ateliers, Denis Diderot s'y est pris comme un anthropologue moderne : « Nous nous sommes adressés aux artisans les plus compétents de Paris et de notre royaume. Nous nous sommes donné la peine de leur rendre visite dans leurs ateliers, de les interroger et de prendre des notes selon leurs indications. » Richard Sennett trouve cet aspect passionnant, car Denis Diderot a rencontré avec cette démarche des obstacles inexistants quand on rédige des articles sur la philosophie ou la physique. Une large part des connaissances artisanales tient à un savoir implicite, qui se transmet davantage par la démonstration que par l'explication. L'artisan-e semble être quelqu'un d'heureux aux

yeux des encyclopédistes de l'époque. Les planches illustrées qui accompagnent les textes montrent toujours des visages affichant une sérénité joyeuse. Au-delà de la pensée, les Lumières s'inviteraient-elles jusque dans le labeur ?

C'est ce bonheur, éloigné des salles d'étude, qu'allait rechercher deux siècles plus tard la contre-culture étasunienne des années 1960 et 1970. Sa bible à elle prend la forme du magazine « Whole Earth Catalog ». Sans constituer vraiment un ouvrage de référence, il offrait un « accès aux outils », ainsi que le suggère son sous-titre. Stewart Brand, activiste et réseuteur à l'origine de la publication, se réclamait très explicitement de Denis Diderot et « cette idée directrice des Lumières selon laquelle le savoir avait, jusqu'alors, été monopolisé par l'aristocratie », comme il l'a déclaré un jour au « Guardian ». Dans les faits, son magazine évoque un catalogue de vente par correspondance sous LSD : la mise en page semble chaotique, d'innombrables recommandations de livres côtoient du matériel agricole ou des outils de menuiserie, le tout agrémenté de reportages et de textes courts en tout genre. Le « catalogue » proposait aussi bien des objets que des idées, et la livraison des premiers se déroulait sans ac-

croc. En pouvant accéder à ces outils, hippies et autres personnes marginales ont commencé à fuir les villes en masse et à bricoler, jardiner et construire à tout va.

La manière «plus juste» de créer

L'artisanat en tant que source d'épanouissement personnel ne date pas d'hier. L'«Arts and Crafts movement» (littéralement «mouvement arts et artisanats»), ce courant réformateur britannique de la fin du 19^e siècle qui a inspiré l'Art nouveau, attribuait déjà une grande importance au plaisir du travail manuel et à la beauté naturelle des matériaux. À l'ère de l'industrialisation, il visait un retour très clair à l'artisanat, cette manière «plus authentique» de créer et de façonner. Richard Sennett déplore, lui aussi, le côté «ennuyeux» de la production mécanique: «Face à la rigoureuse perfection de la machine, l'artisan devint désormais un emblème d'individualité humaine, et un emblème concrètement composé de la valeur positive accordée aux variations, aux lacunes et aux irrégularités [...]».

La contre-culture étasunienne des années 1970 prônait également le retour à la création manuelle, en réaction à une mécanisation croissante. Elle s'attaquait surtout aux gros calculateurs et à la bureaucratisation qui les accompagnait. La version de Stewart Brand avait cela de singulier qu'elle reliait la révolution numérique et les modes de vie alternatifs, dans des utopies éloignées des villes. On assistait alors à l'apogée des hippies et des communautés. Et aux balbutiements de la Silicon Valley, mais cela est une autre histoire.

Artisanat créatif ou travail aliénant

On peut remarquer une constante parmi tous ces exemples: l'artisanat s'est toujours vu revalorisé face à l'industrialisation et à la «déshumanisation» qui en résulte. La notion de travail «aliénant» se trouve aussi au cœur de l'œuvre de Karl Marx, mais ici, le mouvement ouvrier ne se soucie pas réellement de l'artisanat, le prolétariat se situant un cran plus bas. Voilà pourquoi on appelait parfois la classe ouvrière – apparue avec l'industrialisation au 19^e siècle – le «quatrième état». Elle englobait les ouvrières et ouvriers salarié-e-s, les journalières et journaliers ainsi que le personnel d'usine, que l'on distinguait des trois ordres traditionnels (noblesse, clergé, bourgeoisie, dont faisait également partie l'artisanat).

En remontant encore plus loin dans l'Histoire, on croise dans la Grèce antique un certain Héphaïstos, dieu de l'artisanat, du feu et de la forge. Ce forgeron de l'Olympe fabriquait de la foudre pour Zeus ou des armes pour Achille. Les Grecques et Grecs de l'Antiquité se servaient du mot «*demioergos*» de deux manières: dans le langage courant pour désigner l'artisan-e ou dans les terminologies philosophiques et théologiques pour décrire le «dieu» en tant que créateur. Pour autant, on méprisait le travail physique. Aristote n'utilisait plus le vocable «*demiurge*», lui préférant «*cheirotechnon*», qui signifie tout simplement «ouvrier manuel». On retrouve plus tard ce même grand écart chez Hannah Arendt qui, dans son ouvrage «*Vita activa*», parlait de l'«*homo faber*» ou individu créateur, qu'elle imaginait doté de deux visages. Dans l'artisanat, la personne œuvre en qualité de créatrice qui détermine le «sens» des choses, par opposition à l'ouvrière ou à l'ouvrier qui accomplit uniquement des tâches répétitives. Hannah Arendt voyait toutefois, sous les traits de l'ingénieur moderne, l'«*homo faber*» à l'origine d'une vision du monde instrumentale et destructrice.

Les corporations... et la crise

Dans la Confédération helvétique, l'artisanat a immédiatement joué un rôle important, en particulier dans les villes. Il a constitué dès le 13^e siècle l'épine dorsale de l'économie urbaine. La contribution essentielle de l'artisanat – tout comme le commerce – à la prospérité des cités de la fin du Moyen Âge se traduisait jusque dans sa position sociale. L'artisanat s'est organisé en confréries et a fini par obtenir son propre «état», après la paysannerie, le clergé, la chevalerie et le commerce. Les corporations qui leur ont succédé, bâtissant des siècles durant le fondement de la vie économique, ont acquis davantage de notoriété que les confréries.

Mais l'industrialisation a entraîné une crise. Une crise qui, comme souvent, s'est muée en opportunité. L'essor économique de la fin du 19^e siècle a initié une mutation structurelle attendue de longue date dans l'artisanat, car les corporations avaient plutôt contribué à le scléroser avec leur protectionnisme. De nombreux métiers disparurent, furent absorbés par l'industrie ou trouvèrent leur salut en se cantonnant à des niches spécialisées dans la réparation (par exemple, la cordonnerie; lire à ce sujet l'article en ligne). D'un autre côté sont apparus une multitude de nouveaux métiers industriels: dans la carrosserie, l'installation, l'électricité, le montage, la radioélectricité, la photographie... Richard Sennett décrit aussi comment les aciéries et usines ont pris la place des ateliers en tant que nouveaux lieux de travail, et quelles structures sociales néfastes en ont découlé. À l'instar de Stewart Brand, l'éditeur du «*catalogue*», M. Sennett décèle toutefois une lueur d'espoir dans l'expansion actuelle du numérique. Il cite en exemple le phénomène Linux, où des systèmes d'exploitation entiers sont développés sans but lucratif. On y voit à l'œuvre des «artisan-e-s» qui cherchent avant tout une satisfaction dans la création, dans la fabrication de quelque chose de bon en soi. Le succès de Linux réside dans un «artisanat technologique, le lien fluide et intime entre résolution et identification du problème», écrit-il.

L'Histoire semble se poursuivre: l'artisanat devient obsolète, puis se réinvente. Ou, comme l'aurait déclaré l'auteur romain Pétrone à l'époque de Néron déjà: «L'artisanat ne meurt jamais!» •

Où sont les femmes?

Par Katharina Wehrli

Beaucoup des métiers de l'artisanat restent des domaines typiquement masculins. Dans le bâtiment et les installations, notamment, les femmes sont une petite minorité. Pourquoi? Et que faire pour que les femmes soient plus nombreuses dans les métiers manuels?



À lire sur:
moneta.ch/artisanes

Exclusivement
sur
moneta.ch

Du bureau à l'atelier

Chaque année, en Suisse, une poignée de personnes quittent l'écran de leur bureau pour exercer une profession manuelle. Entre perte de sens, besoin d'air ou de concret, critique d'un système, les raisons qui les poussent à se réorienter sont bien souvent multiples. Texte: Diane Zinsel

Après des années à travailler comme graphiste au sein d'entreprises internationales, Manon Koopman a décidé de changer de voie et de devenir tisserande. Emilien Dessimoz a, lui, quitté son poste d'ingénieur en mécanique pour faire autre chose de ses mains que manipuler des souris d'ordinateur. Si ces deux personnes ne sont pas les seules à avoir sauté le pas, quitter le bureau pour un travail manuel est un phénomène difficilement mesurable en Suisse.

La statistique sur la mobilité professionnelle en Suisse suggère qu'un changement d'emploi sur trois implique aussi un changement de profession, « sans pouvoir distinguer les reconversions vers un métier manuel », indique Aris Martinelli, chercheur à la Haute école de travail social et de la santé (HETSL) de Lausanne. Il pointe toutefois un élément révélateur : parmi les raisons d'un changement d'orientation, la perte du sens que l'on donne à son travail arrive juste après les contraintes subies, comme un licenciement ou un problème de santé.

S'échapper d'un cercle vicieux

Qu'est-ce donc qu'un travail qui a du sens ? Le chercheur renvoie à l'ouvrage « Redonner du sens au travail » (2022), dans lequel Thomas Coutrot et Coralie Perez définissent le sens par trois dimensions : l'utilité sociale de son activité, la cohérence éthique entre les valeurs de l'individu et celles de l'organisation dans laquelle il travaille, et enfin l'épanouissement personnel. Dans un tel contexte, ce dernier terme désigne la possibilité de progresser dans sa carrière et d'obtenir une reconnaissance matérielle ou symbolique. « Les gens commencent à se questionner lorsque l'un de ces trois éléments s'effondre. Puis ils cherchent à réparer le sens, soit en changeant les pratiques professionnelles, soit en se tournant vers un métier manuel », précise Aris Martinelli. Il décrit l'artisanat comme « une activité créative – au sens large. La personne qui l'exerce en maîtrise le processus, de la conception à la production finale. »

C'est ce qui est arrivé à Emilien Dessimoz. « À un certain moment, je me suis demandé ce que je faisais là, à conceptualiser, devant mon écran, des machines industrielles capables de produire toujours plus et plus vite des barquettes en plastique. Tout le processus allait à l'encontre de mes convictions. J'avais envie et besoin d'être à l'extérieur, d'utiliser mes mains », raconte celui qui a depuis construit lui-même sa ferme au-dessus de Premplaz (VS). Pas un jour ne passe sans qu'il répare une machine ou s'occupe de ses bêtes sur son exploitation « très extensive ».

Manon Koopman a, elle aussi, œuvré quelques années dans une firme dont les valeurs ne coïncidaient pas du tout avec les siennes. Le travail très répétitif, dépourvu de créativité, et la cadence imposée l'épuisaient. « Je me suis mise à chercher une activité créative et manuelle pour m'octroyer des bulles d'air. J'avais besoin de confectonner de A à Z des objets qui existent dans le monde réel. Le tissage m'a sauvée d'un cercle vicieux qui me rendait malade », se souvient-elle.

« Pour certaines ou certains, l'artisanat est vécu comme une vocation, une mission d'utilité publique ; pour d'autres, il constitue une échappatoire à un travail insatisfaisant », détaille Judith Nyfeler, chercheuse en sociologie économique à l'université de Saint-Gall. Celle-ci a mené des entretiens et visité ateliers, studios et marchés artisanaux entre 2020 et 2023 afin de comprendre la résurgence de l'artisanat.

Durant le Covid, la population a eu davantage de temps et elle en a immédiatement profité pour utiliser ses mains, par exemple afin de faire du pain, brasser de la bière, tricoter, jardiner. Et une partie a continué à le faire après la pandémie, indique-t-elle. « Certaines personnes ont aussi réalisé que les restructurations visant une optimisation avaient supprimé les aspects artisanaux de leur travail et grignoté leur (dernier) espace de liberté », abonde Aris Martinelli.

Éloge de la lenteur

Selon les deux sociologues, il y a bien une critique – souvent implicite – de la logique industrielle du travail qui sous-tend le choix de se réorienter, sans que cela mène à une rupture totale. « Les artisans et artisans que j'ai interrogé-e-s ne créent pas un système alternatif au capitalisme, mais ne veulent pas pour autant l'alimenter. Elles et ils ne souhaitent pas s'agrandir ou accumuler de nouveaux produits, mais simplement s'autofinancer sans s'imposer de rythme insoutenable. Elles et ils valorisent la fonctionnalité et la lenteur, et leur clientèle accepte d'attendre », explique Judith Nyfeler, de l'Université de Saint-Gall.

Manon Koopman produit surtout des écharpes, accessoires et objets de décoration. « J'aime l'idée que les gens repartent avec des étoffes sorties de mon imagination. C'est très gratifiant », raconte la tisserande qui apprécie les échanges liés à la vente.

Question de luxe

Mais pouvoir échapper à un travail insatisfaisant est aussi un luxe. « Si l'on n'a ni le temps ni la capacité de se demander ce qu'on voudrait faire et comment y arriver, cette réorientation n'est tout simplement pas faisable », souligne Judith Nyfeler. Certaines reconversions sont rendues possibles par un capital financier – héritage ou conjoint-e disposant d'un salaire fixe – capable d'amortir une perte de revenus, complète la sociologue.



Différentes études montrent d'ailleurs que les personnes issues de milieux précaires ainsi que les femmes sont moins enclines à se réorienter. Si ces dernières changent plus régulièrement de poste que les hommes, elles le font davantage pour des raisons de contraintes extérieures que pour des questions de sens. «Des pays comme les États-Unis ont toutefois vécu durant le Covid le phénomène de la *Great Resignation*», note Aris Martinelli. Ce terme renvoie à une vague massive de départs volontaires qui a touché toutes les classes sociales, tous les genres et toutes les professions. «Les démissionnaires étaient insatisfait-e-s de leur travail, de leur salaire, de conditions inflexibles qui se sont exacerbées en cette période, soit tout le cocktail de ce qui mène à une perte de sens», poursuit le sociologue.

Emilien Dessimoz a attendu d'avoir les bonnes cartes en main. «J'ai pris la décision de démissionner pour pouvoir construire ma ferme lorsque j'ai été reconnu comme exploitant agricole – après avoir élevé des chèvres pendant plusieurs années en parallèle à mon activité d'ingénieur. J'avais de l'argent pour tenir une année et étais plus ou moins sûr de pouvoir retrouver du boulot, si cela n'aboutissait pas. Aujourd'hui, je me rends compte que c'est un luxe d'avoir pu oser cette aventure avec une certaine sérénité», raconte-t-il.

Les personnes qui n'ont pas les moyens de quitter leur emploi adoptent souvent la stratégie de la démission silencieuse (*quiet quitting*): elles font le strict minimum, se rendent discrètes, répondent aux sollicitations sans jamais les devancer. D'autres tentent de se concentrer sur la réalisation parfaite de certaines tâches, pour autant que la pression et la cadence n'imposent pas de les bâcler. D'autres encore s'accrochent à l'idée qu'elles exercent un métier-passion qui exige des sacrifices, liste Aris Martinelli.

S'ancrer et se questionner

En changeant de voie, Manon Koopman, qui a installé son atelier dans sa maison à Rue (FR), a trouvé un moyen d'ancrer son corps dans le moment présent. Après trois *burn-outs*, l'ex-graphiste était

physiquement et psychologiquement cassée, et le tissage lui a permis de se relever. «La préparation du métier à tisser demande de la concentration, mais l'activité en elle-même tient du méditatif. Tout le corps est engagé physiquement, le mouvement est très répétitif, et on voit le tissu se dessiner au fur et à mesure des passages de navette», explique celle qui espère pouvoir vivre de cette activité à moyen terme.

Quant à Emilien Dessimoz, le rythme des saisons a remplacé l'injonction du «toujours plus vite», mais cela n'a pas éteint les questionnements qui l'animent. «Est-ce que l'activité que j'envisage de faire a du sens? Est-ce que je peux l'accomplir moi-même, de mes mains? Est-ce qu'elle apporte quelque chose à la société? Ces questions ne me quittent jamais.» •

De la cordonnerie

Par Roland Fischer

Combien pèse le savoir-faire dans une chaussure? Bien plus qu'on l'imagine! En tout cas, quand il s'agit de confectionner un soulier en cuir classique, plutôt qu'une basket à la pointe de la technologie. Les deux sont assurément un luxe.



À lire sur:
moneta.ch/coordonnerie

Exclusivement
sur
moneta.ch

LES PAGES DE LA BAS

FABRIQUÉ SUR MESURE EN SUISSE

L'industrie suisse du meuble subit une forte pression depuis une vingtaine d'années. Pourtant, la manufacture Reseda, à Winterthour, prouve que des entreprises peuvent continuer à se démarquer avec une production locale et des matières premières traçables. Un crédit de la Banque Alternative Suisse lui permet de s'occuper aussi, depuis trois ans, de la préparation du bois. Texte: Pieter Poldervaart

Le réséda est une herbacée au port étroit qui peut atteindre 60 cm de hauteur. Depuis plusieurs siècles, on s'en sert pour teindre des textiles. Elle a donné son nom au vert traditionnellement utilisé depuis la seconde guerre mondiale pour peindre des machines et outils tels que les fraiseuses et les rabots... comme ceux qu'on trouve chez Reseda SA. Cette manufacture de meubles, qui privilégie le bois massif façonné à la main, est basée

dans le quartier du Neuhegi, à Winterthour. Et sa raison sociale s'étale évidemment en vert réséda sur la façade métallique du bâtiment industriel. Le vent a soufflé une fine trainée de sciure au seuil de la porte. À l'intérieur, des effluves de bois et d'huile de lin: chez Reseda, on l'utilise pour traiter la surface des meubles. Bienvenue dans une entreprise qui – selon la stricte logique du marché – ne devrait même plus exister dans notre pays.

En effet, l'industrie suisse du meuble est bien démunie face à la pression des marchandises importées. Un géant suédois domine le segment des prix bas. En 2019, Migros a cédé le distributeur Interio à la chaîne autrichienne XXXLutz, laquelle a racheté Pfister Meubles la même année. En 2003, Linth Möbel SA, qui comptait une centaine de collaboratrices et collaborateurs, a fait faillite. Il s'agissait de l'entreprise familiale d'Andreas Niederer, le directeur de Reseda. La fabrique établie à Kaltbrunn, dans le canton de Saint-Gall, produisait du mobilier en bois massif. Elle le commercialisait directement dans ses neuf magasins répartis en Suisse.

Un canapé sur mesure

Andreas Niederer connaît depuis toujours l'odeur du bois fraîchement débité. Pourtant, une fois arrivé à l'âge adulte, il a préféré étudier la philosophie au lieu de suivre un apprentissage de menuisier. «Ce n'est qu'en discutant avec mon père, juste après la faillite, que m'est venue l'idée de tenter à nouveau de fabriquer des meubles. Avec du bois massif dont nous connaissons la provenance, en alliant style moderne, construction durable et vente directe», se souvient le directeur. Lui et son père ont pu convaincre quelques anciennes collaboratrices et anciens collaborateurs de rejoindre le nouveau projet. Il y en a encore deux dans l'équipe. Le premier magasin a ouvert en 2006 dans le quartier zurichois du Lochergut. Un second a suivi à la gare principale de la métropole alémanique.

Mieux vaut s'armer de patience quand on veut acheter un meuble Reseda: «Nous faisons tout sur commande», précise Andreas Niederer. Chaque cliente ou client reçoit ainsi une pièce unique. En choisissant en ligne ou lors d'un entretien un canapé – dont le revêtement dans la matière souhaitée vient d'une entreprise traditionnelle installée à Aargau – ou une table, on peut déterminer jusqu'à la hauteur des pieds du canapé ou

Photo: Peter Hauser



Exposition Reseda à Winterthour.

«Nous faisons tout sur commande.» Andreas Niederer

la longueur du plateau de la table. L'assortiment comprend huit essences de bois, le merisier foncé pouvant provenir aussi du Canada.

Du bois d'Outre-mer pour un meuble durable ? «Nous préférons bien sûr nous approvisionner en Suisse ou dans un pays voisin», glisse M. Niederer. Si la clientèle de Reseda, sensible à la préservation de l'environnement, privilégie une provenance régionale, l'aspect esthétique demeure crucial. Et, dans ce domaine, le bois helvétique ne répond pas toujours aux attentes, relève le directeur. Il présente souvent une teinte légèrement différente et un grain plus irrégulier que les variétés importées. La grande difficulté consiste donc à familiariser progressivement le public avec cette esthétique indigène. L'équipe de Reseda a ainsi ajouté à son assortiment un «frêne sauvage» pour montrer que cette essence peut surprendre, au-delà de son aspect clair et apaisant bien connu.

Une préparation maison pour une meilleure qualité

Avant les travaux de menuiserie à Winterthour, la préparation. Elle a lieu dans l'atelier de découpe dans lequel Reseda a investi en 2023, à Flurlingen, non loin de ses locaux. Le bois brut – des troncs sciés et séchés – sera ensuite façonné dans l'atelier de menuiserie. Cette étape permet de mieux contrôler l'origine du matériau. M. Niederer se félicite qu'elle ait en outre considérablement amélioré la qualité des meubles. Le bois est classé en quatre niveaux. Ainsi, on utilisera un élément au grain remarquable comme plateau pour un buffet, tandis qu'un autre avec des nœuds finira au fond du meuble, à peine visible. Les pièces étiquetées (chaque planche reçoit un numéro) parcourent une trentaine de kilomètres jusqu'à Winterthour. C'est là que les meubles seront fraisés, partiellement collés, puis recouverts d'huile de lin dans une seconde étape, le tout dans un processus alliant travail à la machine et manuel. La finition naturelle à pores ouverts facilite l'entretien des meubles, qui restent en bon état même en cas d'utilisation intensive. Reseda se charge aussi de la logistique. Ses créations uniques rejoignent leur nouvelle destination dans la camionnette de l'entreprise, avec un emballage zéro déchet : des couvertures en laine.

Se concentrer sur l'essentiel

Un financement participatif ainsi qu'un prêt de la BAS ont permis d'investir dans l'atelier de découpe. Ainsi que le rappelle M. Niederer, «nous partageons de nombreuses valeurs avec la BAS. Comme elle, nous nous préoccupons avant tout de la durabilité». Cela se traduit par la volonté de maîtriser au mieux l'origine du bois et d'éviter les colles à base de solvants, mais surtout par un engagement en faveur de la durabilité. La garantie à long terme et le service de rénovation – qui verra, par exemple, une table usée par les années rajeunir sous la main de professionnel-le-s – s'inscrivent dans cette démarche.

Reseda a la cote également auprès des menuisiers et menuisières : «Beaucoup de professionnel-le-s du bois

aiment par-dessus tout fabriquer des meubles en bois massif, mais cela leur est presque impossible ailleurs», observe M. Niederer. La grande fidélité du personnel à l'entreprise s'explique sans doute aussi par l'ambiance cordiale qui y règne. Au siège, la tradition veut que chaque membre de l'équipe, à tour de rôle, prépare le dîner commun servi dans la salle de pause. Sur des tables confectionnées sur place, bien entendu.

Une expansion progressive au-delà de l'agglomération zurichoise s'impose, ne serait-ce que pour couvrir les coûts fixes de l'atelier de découpe. Reseda a donc récemment mis un pied à Berne, où elle présente une partie de ses meubles en bois massif au Kaiserhaus, un bâtiment de la Banque nationale suisse en transformation depuis 2019. Reseda s'y trouve en bonne compagnie, aux côtés d'autres manufactures, et elle montre que l'artisanat et les objets de qualité ont un avenir aussi en Suisse.

Informations supplémentaires sur : reseda.ch

Photo: Peter Hauser



INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

L'INITIATIVE SUR LA PLACE FINANCIÈRE DÉPOSÉE AVEC 145 000 SIGNATURES

Une large coalition du secteur financier, de la sphère politique et de la société civile - avec la Banque Alternative Suisse - a déposé le 16 avril 2026 l'initiative populaire «Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir». Le succès de la récolte de signatures montre bien que beaucoup de gens veulent que la place financière suisse assume ses responsabilités, que ses activités ne nuisent ni au climat ni à la nature. Texte: Larissa Jecker



La place financière suisse n'atteindra pas de sitôt les objectifs ratifiés par la Suisse dans les domaines du climat et de la biodiversité. Malgré les connaissances actuelles en matière de durabilité, des milliards continuent d'alimenter des projets dommageables pour l'environnement, par exemple l'extraction de charbon.

Le comité de l'initiative sur la place financière, qui bénéficie d'un fort soutien, est convaincu que les solutions sectorielles volontaires manquent d'efficacité et de fiabilité. Des règles contraignantes doivent s'appliquer à tous les acteurs financiers afin de garantir l'équité et la prévisibilité.

Que demande l'initiative sur la place financière ?

La place financière suisse doit contribuer à faciliter la transition vers une économie durable et l'abandon rapide des énergies fossiles. Au cœur de cette exigence se trouvent trois revendications précises :

- La Confédération s'engage en faveur d'une orientation écologiquement durable de la place financière suisse. Elle agit en conséquence.
- Les institutions financières helvétiques ont la responsabilité de s'assurer que les sociétés qu'elles soutiennent et financent à l'international diminuent progressivement et, si possible, éliminent leur impact sur l'environnement. Des plans de transition doivent permettre aux établissements financiers de définir eux-mêmes les stratégies et mesures intermédiaires à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.
- Il faut limiter immédiatement les services de financement et d'assurance de projets pour l'exploitation de nouveaux gisements d'énergie fossile ainsi que pour l'expansion des projets existants.

Qui l'initiative concerne-t-elle ?

Sont concernées par l'initiative les entreprises actives en Suisse dans le secteur financier, notamment les banques, assurances et caisses de pension. Cela inclut aussi bien les entreprises helvétiques que les représentations locales de sociétés étrangères. Elles devront démontrer que leurs activités hors du pays respectent les objectifs mondiaux liés au climat et à la biodiversité.

Ne sont pas concernées par l'initiative les activités commerciales avec des entreprises suisses et avec la clientèle privée en Suisse (p. ex. les hypothèques ou crédits accordés à des PME helvétiques).

Et maintenant, que va-t-il se passer ?

Au moment de la rédaction de cet article, la chancellerie est en train de vérifier le nombre et la validité des signatures déposées. Sitôt que l'initiative aura été officiellement validée, le Conseil fédéral devra se pencher sur la question et rédiger un message.

La BAS et l'initiative

L'une des priorités de la Banque Alternative Suisse consiste à rendre le secteur financier plus durable. La BAS partage sans réserve les revendications de l'initiative sur la place financière. Elle soutient l'initiative en tant que membre de l'association porteuse.

Site web officiel: initiative-place-financiere.ch

Prise de position de la BAS: bas.ch/fr/initiative-sur-la-place-financiere

Ajout: Le 28 mai 2026 (après la clôture de la rédaction), la Chancellerie fédérale a annoncé que l'initiative sur la place financière avait officiellement abouti.

L'INITIATIVE POUR L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES DÉCLARÉE VALABLE

En parallèle, la BAS s'engage dans l'alliance de partenaires de l'initiative «pour l'interdiction des armes nucléaires» (voir moneta #4-2024). Après avoir été déposée le 23 décembre 2025 et déclarée valable le 12 février 2026 par la Chancellerie fédérale, l'initiative est (au moment de la rédaction de cet article) sur la table du Conseil fédéral.

Site web officiel: interdiction-armes-nucleaires.ch

Prise de position de la BAS: bas.ch/fr/sans-armes-nucleaires

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ÉLIT UNE NOUVELLE REPRÉSENTANTE DU PERSONNEL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ADOPTE TOUTES LES PROPOSITIONS

Texte: Julia Barriga

L'assemblée générale 2026 de la BAS s'est déroulée samedi 30 mai 2026 à la halle Aeschbach, à Aarau. Elle a réuni 217 actionnaires, avec 5381 voix au total. Le représentant indépendant s'est vu confier 31 615 voix. La participation a ainsi atteint, en tout, 20,87 pour cent. Une large majorité de l'assemblée générale a adopté toutes les propositions du conseil d'administration, pour ce qui est des élections et décisions.

L'assemblée a, en particulier:

- approuvé le rapport d'activité 2025 du conseil d'administration ainsi que les comptes 2025. Elle a aussi pris connaissance des rapports de l'organe de révision et de l'organe indépendant de contrôle d'éthique;
- décidé d'affecter 100 000 francs du bénéfice au bilan à la réserve légale générale, de verser 838 278 francs sous forme de dividende (5,00 francs par action de la catégorie B et 0,50 franc par action de la catégorie A), de faire don de 100 000 francs au Fonds d'innovation et de reporter 134 062 francs sur l'exercice suivant;
- donné décharge au conseil d'administration pour l'exercice 2025;
- réélu Christoph Birkholz, Valérie Anouk Clapasson et Baida Dür (tou-te-s sortant-e-s) pour un nouveau mandat de trois ans au conseil d'administration;
- élu Carola Niederhauser comme représentante du personnel au conseil d'administration.

Gerhard Andrey ne s'est pas représenté au conseil d'administration, qu'il a donc quitté lors de cette assemblée générale. Attila Baumgartner a également remis sa fonction de représentant du personnel.

Pour approfondir le sujet

Discours de l'AG: bas.ch/ag2026

Rapport de gestion 2025 de la BAS: bas.ch/rg2025

Vidéo d'«ethix» sur le sujet de la participation, examiné en 2025: bas.ch/rapport-ethique



Photo: Nick Soland

EXERCICE 2025:

TOUS LES SECTEURS PROGRESSENT, LA BAS INVESTIT DANS L'AVENIR.

En 2025, la BAS a poursuivi son expansion et vu progresser tous ses secteurs d'activité. La somme de son bilan a augmenté de 9,3 pour cent pour atteindre 2,855 milliards de francs. Des investissements ciblés ont permis à la Banque de renforcer sa base de fonds propres, lui donnant ainsi une bonne assise pour continuer son développement. La hausse des coûts s'est répercutée sur le résultat. En 2025, la BAS a réalisé un bénéfice d'un million de francs. Au cours de l'exercice écoulé, la BAS a fêté ses 35 ans d'existence et a accueilli la conférence annuelle de la FEBEA à Thoune.

Outre la version imprimée de son rapport de gestion, la BAS en publie aussi pour la première fois une version intégralement numérique, optimisée pour l'affichage sur différents supports.



Vous trouverez le rapport de gestion 2025 au format numérique sur bas.ch/rg2025



« JE TIENS À CONCILIER ACTIVITÉ COMMERCIALE ET DURABILITÉ »

Après plus de dix ans passés dans une grande banque, Carola Niederhauser a trouvé, à la BAS, un environnement de travail qui correspond à son intérêt pour l'activité bancaire durable. Éluée représentante du personnel, elle peut apporter son expérience et ses propres valeurs au conseil d'administration. Texte: Béatrice Koch

Photo: Wolf Fotografie



Carola Niederhauser a travaillé pendant plus de dix ans dans le conseil aux entreprises chez Credit Suisse. «Cela m'a permis de progresser et d'acquérir de vastes connaissances dans le domaine du financement des entreprises», résume la Bernoise de 33 ans. Son intérêt pour la durabilité s'est accru simultanément, aussi dans son contexte professionnel. Carola Niederhauser a suivi des modules consacrés à ce sujet lors de ses études en économie d'entreprise en cours d'emploi à la Haute école bernoise: «Je tenais déjà à concilier activité commerciale et durabilité.» Elle a fini par réaliser que travailler dans une grande banque ne correspondait plus à ses valeurs. Alors qu'elle songeait à se réorienter, elle a découvert la Banque Alternative Suisse dans le cadre d'un certificat de formation continue (CAS) en durabilité pour les PME. La BAS cherchait justement une conseillère en financement d'entreprises. La possibilité d'y apporter son attachement à l'activité bancaire durable et son expérience dans le domaine en question l'ont convaincue; elle a donc postulé. «D'emblée, le courant est passé entre nous.»

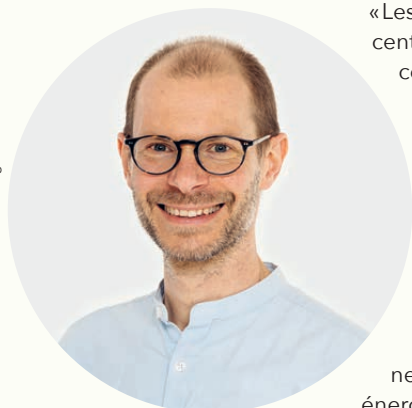
«Je cherche toujours à apporter quelque chose de positif»

Voilà maintenant trois ans que Carola Niederhauser travaille pour la BAS. Outre la fonction de conseillère à la clientèle, elle occupe le rôle de responsable de segment pour le développement stratégique du secteur Financements d'entreprises. «Dans tout ce que je fais, je cherche à apporter quelque chose de positif.» Elle accomplit davantage que la norme, comme le montrent ses engagements bénévoles dans sa vie privée. Caisière au comité de son club de volley, elle a aussi passé trois mois dans une institution de microfinance au Ghana. Cette attitude se reflète également dans sa vie professionnelle, puisqu'elle a accepté de représenter le personnel. «Je suis motivée à prendre des responsabilités à un autre niveau stratégique et à contribuer à ce que la Banque garde ses valeurs fondamentales tout en progressant», souligne-t-elle, expliquant ainsi la raison de sa candidature. Carole Niederhauser a été choisie pour cette fonction par ses collègues qui forment l'association du personnel de la BAS, avant que l'assemblée générale confirme son élection fin mai. «Voilà qui me montre que ma façon de travailler et mes valeurs sont appréciées. J'y vois aussi une confiance en mes capacités à les porter au conseil d'administration.»

« JE SUIS CONVAINCU DE L'IMPORTANCE D'UNE BANQUE COMME LA NÔTRE »

Bertrand Donninger, qui travaille à la Banque Alternative Suisse depuis 2017, a rejoint la direction générale en février 2026. Ce passionné de montagne est responsable du secteur Clientèle Financements. Texte: Diane Zinsel

Photo: Wolf Fotografie



«Les valeurs de la Banque Alternative Suisse, centrées sur l'être humain et la durabilité, me convainquent à titre professionnel et personnel.» Voilà ce qu'affirme Bertrand Donninger, membre de la direction générale de la Banque depuis février 2026, où il chapeaute le secteur Clientèle Financements. Ce quadragénaire connaît bien ce domaine, dans lequel il travaille depuis le début de sa carrière il y a plus de quinze ans. Il apporte désormais ses compétences professionnelles, son expérience avec clientèle et son énergie au sein de la direction générale.

Bertrand Donninger a commencé son parcours au sein de la BAS en 2017. À son arrivée, se rappelle-t-il, il a été frappé par le modèle d'affaires simple et convaincant de la Banque, qu'il se plaît à présenter à sa clien-

tèle. «J'attache beaucoup d'importance à la cohérence. Les affirmations communiquées à l'extérieur ne sont pas des slogans, mais trouvent leur fondement dans des règles et principes ancrés dans l'organisation et son personnel.»

En qualité de responsable des activités de crédit à l'échelle nationale – l'un des piliers du modèle d'affaires de la Banque –, Bertrand Donninger souhaite renforcer encore le professionnalisme dans ce secteur. «Je suis persuadé qu'une banque comme la nôtre est importante. Je suis fier de mes décisions et de mes équipes», souligne-t-il. Le nouveau membre de la direction générale vit à Berne avec sa femme et ses deux enfants. Pendant ses loisirs, il ne manque jamais une occasion de pratiquer la randonnée, l'escalade ou le ski de randonnée dans les montagnes voisines.

Pour lire le portrait complet de Bertrand Donninger:
bas.ch/bertrand-donninger

« L'ADIEU À L'ÉCOLOGIE N'EST QU'UN BATTAGE MÉDIATIQUE »

Gerhard Andrey quitte le conseil d'administration de la BAS après y avoir passé neuf ans. Conseiller national chez les Vert-e-s, il s'est fortement engagé pour la numérisation de la Banque et sa transformation vers la sociocratie. Propos recueillis par Pieter Poldervaart

Photo: Antoine Vulloud



Vous quittez le conseil d'administration de la BAS après neuf années en son sein. Pourquoi ?

Gerhard Andrey La décision de ne pas me représenter a été difficile à prendre, car la BAS est une entreprise vraiment unique. Mais, depuis deux ans, j'ai de plus en plus de peine à coordonner mon mandat au Conseil national et mes tâches au conseil d'administration. Dans la Berne fédérale, je suis membre de la Commission de la politique de sécurité et de la Commission des finances du Conseil national. Et en cette période de crises, le travail y est très exigeant.

Qu'avez-vous accompli à la BAS ?

En tant que cofondateur de l'agence numérique Liip, j'ai cherché à accompagner la transformation numérique de la Banque. J'ai également pu apporter mon expérience pour y introduire la sociocratie. Dans mon entreprise, nous pratiquons depuis longtemps l'holocratie – qui est également un modèle d'organisation sociocratique. Bien que ces nouvelles formes d'organisation participative offrent de gros avantages, je les aborde d'une façon non dogmatique. Elles doivent avant tout servir les personnes, rendre le travail plus agréable et meilleur.

Avez-vous, vous aussi, appris de la BAS ?

Et comment ! N'étant pas banquier, j'y ai énormément appris. J'en ai beaucoup profité quand j'ai été élu au Conseil national en 2019. Être membre du conseil d'administration d'une banque m'a donné une crédibilité pour participer aux débats sur la réglementation des marchés financiers. Cela m'a également aidé vis-à-vis du public. J'ai, en contrepartie, pu apporter à l'instance dirigeante de la BAS mes expériences acquises dans l'activité politique.

Qu'est-ce qui a changé à la BAS ces neuf dernières années ?

Mon arrivée au conseil d'administration a coïncidé avec le début de la période de taux d'intérêt bas. Le 1^{er} janvier 2016, la BAS est devenue le premier établissement suisse à introduire des intérêts négatifs. L'activité bancaire durable s'est généralisée dans la foulée. Nous assistons aujourd'hui à un retour de bâton en ce qui concerne la durabilité, et nous devons réaffirmer fermement que cette manière de travailler est porteuse de sens. L'adieu à l'écologie n'est, de toute façon et en partie, qu'un battage médiatique. Ça ne m'étonne donc pas que les nouvelles clientes et nouveaux clients continuent d'affluer à la BAS.

Vous vous engagez actuellement en faveur de l'initiative sur la place financière. Pour quelles raisons cette revendication populaire est-elle nécessaire ?

Dans une motion soutenue par des partis de gauche comme de droite, j'ai demandé que le secteur financier puisse décider comment atteindre les objectifs climatiques, mais que des sanctions soient appliquées s'il s'écarte de la trajectoire. Même le Conseil fédéral a recommandé d'adopter cette approche réglementaire typiquement suisse. Toutefois, l'opposition de l'Union suisse des banquiers a torpillé la proposition aux Chambres fédérales. J'y ai vu la preuve que le secteur refuse d'assumer ses responsabilités, que la pression populaire s'avère indispensable pour que le monde de la finance inclue la protection du climat. L'initiative comprend aussi des dispositions relatives à la préservation de la biodiversité, un sujet encore trop négligé par la branche.

Que souhaitez-vous à la BAS pour l'avenir ?

La BAS jouit d'une excellente réputation auprès du grand public, ce qui est vraiment remarquable pour une banque plutôt petite. Cela s'explique largement parce que la BAS oriente ses activités de façon cohérente et transparente vers l'économie réelle. La crédibilité qu'elle en tire aide à relever les défis à venir : la perte de biodiversité devient alarmante, on ne prend pas encore assez au sérieux le sujet de la suffisance. Autant de domaines dans lesquels la Banque peut jouer un rôle de premier plan en tant que partenaire des PME locales. Et, comme au moment de sa fondation, elle peut faire œuvre de pionnière en misant sur le fait qu'elle est réellement différente.

« IL M'A SEMBLÉ IMPORTANT DE FAVORISER LA COMPRÉHENSION MUTUELLE »

Outre son travail au sein de la Banque, Attila Baumgartner a représenté le personnel au conseil d'administration pendant trois ans. Une tâche qui, pour lui, revenait à bâtir des ponts entre le personnel, la direction générale et le conseil d'administration. Elle lui a en outre permis de se familiariser avec une approche plus stratégique.

Propos recueillis par Julia Barriga

Photo: mäd



Quels sujets spécifiques à la BAS comptent le plus pour toi ?

Attila Baumgartner La BAS doit continuer à associer stabilité économique et approche holistique de la durabilité. Notre croissance ainsi que le renforcement des exigences réglementaires constituent un gros défi. La durabilité nous rend uniques en tant que banque. Au conseil d'administration, je me suis donc efforcé de contribuer activement à notre transformation. L'essor de ces dernières années ne doit pas nous couper de notre histoire, de notre culture et de nos valeurs. Nous ne devons pas diluer notre identité dans la professionnalisation croissante.

Dans quels domaines as-tu pu t'engager en particulier, au conseil d'administration ?

Le simple fait qu'une représentante ou un représentant du personnel siège au conseil d'administration reflète la culture particulière de la BAS. En tant que délégué du personnel, j'avais ma propre perspective au sein du conseil, puisque je travaille tous les jours dans les services opérationnels de la Banque. Cela m'a permis de faire remonter directement le point de vue et les attentes des collaboratrices et collaborateurs.

Tu as exercé un rôle particulier. Qu'y as-tu aimé et qu'est-ce qui a été difficile ?

Je me suis considéré comme un bâtisseur de ponts entre le personnel, la direction générale et le conseil d'administration. Il m'a semblé important de favoriser la compréhension mutuelle, et également de discuter des choses essentielles sans créer de tensions. Le plus difficile à cet égard a consisté à trouver la bonne distance : au conseil d'administration, on doit rester suffisamment proche du personnel tout en gardant le recul stratégique nécessaire. Cet exercice d'équilibre m'a paru aussi exigeant qu'instructif.

Qu'est-ce qui t'attend après ton mandat au conseil d'administration ?

Je suis très reconnaissant d'avoir vécu cette expérience riche en enseignements. Je vais désormais revenir à cent pour cent à mon travail « normal » pour le développement organisationnel de la Banque. Et je me réjouis de pouvoir consacrer davantage de temps et d'énergie à ma vie privée.

UN NOUVEAU COMPTE D'ÉPARGNE POUR LES ASSOCIATIONS, ENTREPRISES ET ORGANISATIONS D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le 1^{er} avril 2026, la Banque Alternative Suisse (BAS) a lancé le nouveau compte d'épargne 31. Destiné aux associations et organisations d'utilité publique qui disposent de réserves à moyen ou long terme, il peut être ouvert avec un compte dédié aux paiements. Texte: Luzia Küng

Le compte d'épargne 31 facilite la gestion active des liquidités, puisqu'il permet de placer le capital excédentaire de manière sûre et flexible, à court ou moyen terme. Il est possible d'effectuer les versements et virements directement depuis le compte courant ou de dépôt. Le délai de préavis pour le retrait de fonds est de 31 jours. Le montant du retrait peut être choisi libre-

ment et transféré sans frais sur le propre compte courant ou de dépôt à la BAS. En l'absence de préavis, la BAS prélève une commission de 2 pour cent du montant. Le compte d'épargne 31 est administré en francs suisses, sans frais, et accessible en tout temps via l'e-banking. La visibilité immédiate de l'état des réserves contribue à améliorer la gestion des liquidités.

Vos avantages en bref

- Les liquidités excédentaires rapportent des intérêts.
- Un préavis de 31 jours suffit pour retirer des fonds.
- Le compte d'épargne 31 est accessible en tout temps via l'e-banking.
- La gestion du compte est gratuite.

Vous souhaitez ouvrir un compte d'épargne 31 ? Vous trouverez des informations supplémentaires sur bas.ch/compte-epargne-31

Vous pouvez aussi nous appeler au 062 206 16 16 pour des conseils personnalisés.



PROTÉGEZ-VOUS CONTRE LA FRAUDE EN LIGNE

Ne communiquez jamais de données d'accès personnelles à des inconnu-e-s. La Banque Alternative Suisse et les autres prestataires financiers officiels ne vous demanderont jamais de données d'accès, d'objets de valeur ou d'argent, que ce soit par téléphone ou par écrit.

Informations supplémentaires sur:

- bas.ch/securite
- Campagne de la police: card-security.ch

LINDA protège du phishing! Testez vos connaissances et participez au quiz sur card-security.ch/fr/quiz.

Ces informations sont destinées à sensibiliser à la cybercriminalité. Nous ne prétendons pas à leur exhaustivité.

CHANGEMENTS DANS LE TRAFIC DES PAIEMENTS

Afin d'éviter des fraudes, la BAS renforce les procédures relatives aux ordres de paiement. Par exemple, de fausses factures ont été envoyées avec un numéro de compte au nom des escrocs. Les mesures suivantes nous permettent de vous protéger contre de tels agissements:

Paiement entrant: Si le numéro de compte (IBAN) et le nom de sa ou de son titulaire ne correspondent pas, nous retournons le paiement entrant.

Important: Le numéro de compte (IBAN) et le nom de sa ou son titulaire doivent impérativement correspondre lors de l'entrée d'un paiement.

Exemples

- Les paiements entrants au nom d'une personne au bénéfice d'une procuration seront désormais refusés.
- Les paiements entrants sur un compte d'entreprise et libellés au nom d'une personne physique seront désormais refusés.

Voici ce que vous devez faire

- Vérifiez vos ordres permanents et corrigez, si nécessaire, le nom de la ou du bénéficiaire.
- Informez vos partenaires et les personnes au bénéfice d'une procuration



UN APPRENTISSAGE À LA BAS

Deux places d'apprentissage sont proposées au siège de la BAS, à Olten, dès août 2027:

EMPLOYÉ-E DE COMMERCE CFC BANQUE AVEC OU SANS MATURITÉ PROFESSIONNELLE

Nous t'enseignerons en trois ans tout ce que tu dois savoir en tant qu'employé-e de banque. À la BAS, tu découvrirás en outre comment une banque peut contribuer à rendre le monde meilleur.

Ton apprentissage te familiarisera avec douze différents services de la Banque Alternative Suisse ainsi qu'avec les nombreuses facettes de l'activité bancaire. La formation professionnelle aura lieu à Olten, la formation bancaire et les cours interentreprises au centre de compétences «Challenge Your Potential» (CYP).

Information importante: l'apprentissage se déroulera en langue allemande. Pour ton apprentissage, choisis une banque qui, depuis plus de 35 ans, a d'autres ambitions que juste faire de l'argent!

Intéressé-e? Tu pourras envoyer ta candidature dès le 1^{er} juillet 2026: bas.ch/apprentissage

Pose tes questions à Simone Fausel, simone.fausel@abs.ch, ou Judith Schär, judith.schaer@abs.ch, tél. 062 206 16 16.



Cette vidéo te donnera un aperçu de la formation à la BAS.

ACQUÉREZ UNE PART DE LA BAS

Le capital-actions de la BAS constitue la base lui permettant d'octroyer des crédits. Plus celle-ci est solide, plus nombreux sont les projets porteurs de sens et entreprises qui peuvent bénéficier d'un financement. En acquérant une action de la BAS, vous participerez concrètement à cet élan. Votre argent servira, par exemple, à la construction d'un logement d'utilité publique ou à l'agriculture durable.



Informations supplémentaires sur bas.ch/actions

L'INFORMATION
N'A JAMAIS
EU AUTANT DE
VALEUR.

Investissez
dans son
indépendance!

Abonnez-vous dès 17.-/mois



LE COURRIER



habitatdurable

propriétaires responsables

www.habitatdurable.ch

50 %
sur l'adhésion
la première
année avec
le code promo
BAS50

HabitatDurable,
l'association
des propriétaires
responsables



De A comme Assurance jusqu'à Z
comme Zéro émission, chez nous,
vous êtes toujours conseillé de manière
compétente, durable et éthique.





Les actions BAS redonnent du sens

Souscrire
maintenant!

artischock.net

En acquérant des actions BAS, vous renforcez l'assise de la banque et créez les conditions indispensables pour que la BAS puisse financer de nouveaux projets sociaux et écologiques.

bas.ch/actions

Cette annonce est une publicité; elle ne constitue pas une offre d'achat et a pour seul but d'informer.



50 ans d'impact : pionnière d'hier et de demain

Depuis 1975, la coopérative Oikocredit incite à investir de manière responsable pour que chacun et chacune puissent faire les choix qui lui permettent de vivre dignement.



Continuons à faire la différence :
investissez dès maintenant

oikocredit.org/investissement-impact



Oikocredit Suisse

☎ 021 701 26 74

✉ info@oikocredit.ch

🌐 www.oikocredit.org

De feu et d'acier

Johan Leutwiler est maître-forgeron au Japon. Chaque jour, à coups de marteau, le Valaisan façonne des sabres traditionnels pour la beauté du geste. Propos recueillis par Diane Zinsel

moneta: Dans une première vie, vous avez été chaudronnier à Monthey (VS). Qu'est-ce qui vous a attiré dans le métier de maître-forgeron?

Johan Leutwiler La technicité. La première fois que j'ai vu un sabre japonais, c'était lors d'une expo-vente en France. Il était faux et je ne connaissais rien au Japon, mais je me suis immédiatement questionné sur la manière de fabriquer un tel objet. Cet épisode a marqué le début de mes recherches. Plus je lisais, plus je trouvais fascinant cet art vieux de plus de 1500 ans qui n'a presque pas changé. J'avais 17 ans et, à ce moment-là, il me paraissait inenvisageable d'exercer un métier à l'autre bout du monde, dans une langue différente, un univers complètement différent, une culture différente.

Et pourtant, depuis deux ans, vous créez des katanas, tachis, tantos, wakizashis – les sabres des samouraïs – dans votre atelier à Mihara, au sud de la préfecture d'Hiroshima. Comment avez-vous tracé ce chemin?

À 18 ans, quand j'ai réalisé que ce rêve ne me lâchait plus, je me suis mis au japonais, aux arts martiaux et à la calligraphie. Je voulais m'immerger et assimiler la culture japonaise dans son ensemble. J'ai pratiqué ces apprentissages jusqu'à ce que je me sente prêt à venir au Japon, à 27 ans et presque bilingue. J'ai suivi une école de japonais à Kyoto, pendant un an et demi. En parallèle, j'ai choisi mon école de forge et trouvé un maître. Il ne m'aurait jamais proposé de devenir son disciple sans le bagage culturel que j'avais accumulé.

Qu'est-ce qui vous motive dans l'idée de fabriquer des sabres... qui ne seront pas utilisés?

Nous en sommes totalement conscients et le disons nous-mêmes à nos clientes et clients: nos œuvres sont inutiles. Pour ma part, il y a d'abord l'envie assez égoïste de me surpasser en déployant toute la technicité nécessaire pour réaliser une lame d'une précision au dixième de millimètre, avec pour seul outil un marteau. J'aime aussi l'idée de préserver un patrimoine et, bien sûr, celle de fabriquer une œuvre d'art. C'est un sentiment très gratifiant et je me sens privilégié de pouvoir me donner le temps de le faire.

C'est-à-dire?

Forger des lames de manière traditionnelle avec un matériau – de l'acier à base de sable ferrugineux japonais – lui-même fabriqué de manière traditionnelle, donc instable, est l'un des métiers les moins rentables du monde. Nous fabriquons de la perte plus de la moitié de notre temps. Pour chaque commande, je réalise plusieurs lames sur des semaines, voire des mois, avant de retenir la meilleure. Le coût de mes lames oscille entre 15 000 et 25 000 francs, mais plus la cliente ou le client paie cher, plus je peux en forger un nombre élevé en explorant d'autres techniques. Ce qui me permet d'engranger de l'expérience et de développer ma propre singularité. Nos clientes et clients sont en réalité nos mécènes.

Vous avez appris votre métier auprès d'un maître qui vous a enseigné son art chaque jour, huit heures par jour, pendant cinq ans. Quel lien entretenez-vous avec lui aujourd'hui?

Le lien qui unit un maître et son disciple est aussi différent qu'il y a d'êtres humains. Mon maître a cette vision qu'un disciple devient forcément un rival, nous n'avons donc pas gardé contact. Mais certains forgerons entretiennent la relation sur des décennies et finissent par n'avoir plus aucun secret l'un pour l'autre. Il est très difficile de progresser tout seul dans notre métier. J'échange beaucoup avec le disciple qui m'a précédé à l'atelier de mon maître et je crois réellement que nous devenons meilleurs en partageant nos connaissances. Au bout du compte, notre rôle est avant tout de faire perdurer une tradition qui nous dépasse.

Votre art est-il soutenu par le gouvernement?

Tout à fait. Ce métier existe encore uniquement parce que le ministère de la Culture subventionne la création de l'acier qui nous sert de matière première. Il y a une vraie volonté des autorités de sauvegarder des traditions manuelles, ce qui est hélas, je pense, beaucoup moins le cas en Suisse.

Photo: © Kuro Asuka



Né à Monthey (VS) en 1989, **Johan Leutwiler** est le premier étranger à avoir accompli la formation de forgeron de sabres traditionnels au Japon. Il s'est installé avec sa compagne à l'est d'Hiroshima, où il vit de son art depuis deux ans.